



→ Jacky Delorme



## Guinée: Le mouvement syndical moteur du changement

En réussissant à mobiliser les forces vives du pays au début 2007, les syndicats ont fait naître un immense espoir parmi une population privée depuis toujours de démocratie. Plus de huit mois après la grève générale marquée par une répression sanglante, le défi pour les syndicats est aujourd'hui de rester soudés et de capitaliser sur cette popularité pour faire avancer le pays au plus vite sur la voie des réformes.

Reportage.

# Sur la voie du changement? premier bilan timide

Les premiers progrès sociaux sont visibles mais la corruption et l'insécurité pèsent sur l'avenir.

## Chronologie des événements

- 5 janvier 2005: création de l'Intercentrale CNTG-USTG. La Confédération nationale des travailleurs guinéens (l'ancienne centrale unique) et l'Union syndicale des travailleurs de Guinée sont les deux plus importantes centrales du pays.
- Mai 2005: la CNTG adresse un cahier de revendications au gouvernement, principalement sur le contrôle des prix et la hausse des salaires.
- 15 novembre: après l'échec des négociations, la CNTG lance une première grève générale d'avertissement de 48 heures.
- 10 février 2006: l'Intercentrale CNTG-USTG adresse une autre plate-forme de revendications au gouvernement, sur le soutien au pouvoir d'achat, la promotion de l'emploi et de la protection sociale, le renforcement du dialogue social et le respect des libertés syndicales.
- 27 février: l'Intercentrale entame une grève générale de 5 jours.
- 3 mars: protocole d'accord signé par le gouvernement, le patronat et l'Intercentrale.
- 8 juin: Devant le non-respect du protocole d'accord et l'augmentation du prix du carburant, l'Intercentrale lance une nouvelle grève générale, qui conduit à des violences (11 morts). L'Intercentrale la suspend après avoir reçu de nouvelles assurances du gouvernement.
- 10 janvier 2007: nouvelle grève générale et illimitée à l'appel de l'Intercentrale CNTG-USTG élargie à l'ONSLG et à l'UDTG, pour non-application du protocole d'accord. Les syndicats dénoncent aussi la libération le 16 décembre par le chef de l'Etat de deux représentants du secteur privé accusés de corruption;
- 14 janvier : après une rencontre avec le chef de l'Etat, l'Intercentrale élargie lui transmet ses propositions de sortie de crise, parmi lesquelles son départ de la présidence en raison de ses problèmes de santé;

Le changement est-il en route ou bien le pays continue-t-il à glisser vers les ténèbres? En tout cas, à Conakry qui a la réputation d'être la capitale d'Afrique la plus obscure, et dans les localités desservies par le réseau électrique, les coupures sont moins fréquentes. La fourniture en eau – quand les réseaux existent – semble également meilleure. Le prix du carburant est redescendu à 4.300 francs guinéens le litre (1). Les prix des denrées de première nécessité continuent à fluctuer fortement. Début octobre, le prix du riz, véritable baromètre pour mesurer le pouvoir d'achat des Guinéens, variait du simple au double. Tandis que l'approvisionnement en riz subventionné à 80.000 FG le sac de 50 kilos permettait de soulager quelque peu la population de Conakry, les prix restaient très élevés dans les régions les plus enclavées du pays (jusqu'à 150.000 FG). L'interdiction d'exportation des produits agricoles, halieutiques et forestiers qui court jusque fin 2007, est globalement respectée. La disponibilité de ces produits est meilleure et à des prix généralement inférieurs à 2006. Malgré ces mesures jugées "improductives" par la Banque mondiale et le FMI, les principaux bailleurs de fonds ont convenu d'aider le pays en dégageant des aides urgentes et en réactivant des programmes d'assistance à plus long terme.

Les principaux indicateurs macroéconomiques s'améliorent: le taux d'inflation qui était de 38% en mars est retombé à 18% en septembre. La monnaie s'est raffermie et les avoirs extérieurs nets de la Banque centrale de la République de Guinée ont été légèrement reconstitués. Priorité des priorités pour permettre le décollage économique du pays, la refonte du code minier et des conventions minières avance enfin. En ligne de mire, les malversations, les pots de vins, ainsi que les exonérations fiscales et douanières qui ont, jusqu'à présent, annihilé toute possibilité de redistribution équitable et transparente des revenus potentiellement très importants de l'industrie minière. Sur le plan des conditions de travail et des libertés syndicales, c'est



d'ailleurs dans ce secteur que les progrès les plus importants ont été engrangés. Dans les entreprises du groupe RUSAL souvent montré du doigt pour ses pratiques abusives, les salaires ont été revus à la hausse (+ 50%) et les conventions collectives sont mieux respectées. Pour les syndicats des mines, ce changement d'attitude du management est directement lié aux événements du début d'année et à la légitimité accrue des organisations de travailleurs. Dans l'administration, les effectifs pléthoriques

● 17 janvier: devant l'absence de résultats tangibles, des manifestations pacifiques sont organisées dans tout le pays. À Conakry, la répression des forces de l'ordre fait de nombreux blessés. Les jours suivants, les premières victimes tombent.

● 22 janvier: l'Intersyndicale et les coalitions de la société civile mobilisent à Conakry des dizaines de milliers de manifestants. Les forces de l'ordre répliquent en tuant plus de 40 personnes. La Bourse du travail est saccagée. Les syndicalistes sont durement frappés, en particulier I. Fofana, secrétaire général de l'USTG. Ils sont arrêtés, puis relâchés dans la soirée.

● 27 janvier: la grève est suspendue après que les syndicats se soient vus promettre la nomination d'un Premier ministre de consensus aux pouvoirs élargis, les revendications sociales demandées de longue date et la mise en place d'une commission d'enquête sur les exactions commises pendant les grèves.

● 9 février: le président Conté désigne son bras droit, E. Camara, au poste de Premier ministre. Les manifestations reprennent aussitôt, des émeutes font de nouvelles victimes. L'état de siège est proclamé et les perquisitions sont souvent prétextes à de nouvelles exactions (vols, coups, viols et meurtres).

● 22 février: le président finit par accepter de nommer un nouveau Premier ministre issu d'une liste de cinq candidats présentés par les syndicats et par la société civile.

● 25 février: suspension de la grève. Selon les chiffres officiels, la répression aurait fait au moins 129 morts et plus de 1.700 blessés, beaucoup plus selon les syndicats.

● 26 février: L. Kouyaté, l'un des candidats présentés par les syndicats, est désigné Premier ministre et le 28 mars, le gouvernement de consensus est mis en place.

et parfois virtuels (abandons de poste, fonctionnaires "détachés", salaires parfois versés malgré le décès, etc.) sont en passe d'être "toiletés" pour reprendre l'expression du nouveau ministre de l'Emploi, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Administration qui, par ailleurs, a annoncé le recrutement imminent de 9.705 fonctionnaires et de 6.705 policiers. Le dialogue social est réamorcé au niveau national avec un patronat redevenu plus fréquentable après le départ de son ancien président soupçonné de corruption et un gouvernement de consensus qui garde la confiance des syndicats malgré la lenteur des réformes et un cadre existant (Conseil économique et social, Commission consultative du travail et des lois sociales, comités paritaires, etc.) peu opérationnel. Dans le secteur de l'éducation, si les résultats fin août des examens pour le baccalauréat (20% reçus sur 45.545 candidats) se sont révélés catastrophiques (faillite de l'enseignement, désarroi des jeunes), ils témoignent cependant de la volonté des nouvelles autorités de mettre un terme à la tricherie qui gangrenait le système par une évaluation aussi sérieuse que possible.

### Leaders syndicaux toujours menacés

La persistance de la corruption à tous les échelons inquiète les syndicats et les autres organisations de la société civile. Elle est le principal obstacle au changement à tous les niveaux: du petit fonctionnaire mal payé qui cherche un complément de revenu au riche homme d'affaire malhonnête mais bénéficiant de protections en haut lieu (2). Elle est aussi entretenue par les anciens dignitaires du régime qui continuent à graviter autour du chef de l'Etat, les syndicats parlant à leurs propos de "gouvernement parallèle" et de "forces rétrogrades". Les blocages portent aussi sur les décrets relatifs à la nomination des membres des cabinets ministériels qui doivent être approuvés par le président. Les ministres actuels doivent s'accommoder de hauts cadres qu'ils n'ont pas choisis et en qui ils n'ont que peu confiance. L'impunité reste totale concernant les crimes commis. La Commission d'enquête sur les violations des droits humains durant les grèves n'avait pas encore commencé ses travaux à la fin septembre et il y a peu de chance qu'elle le fasse en octobre en raison d'une grève

● **Pauvreté:** 40% de la population (qui totalise 9,2 millions) vit en dessous du seuil de pauvreté. La Guinée est au 160<sup>ième</sup> rang (sur 177 pays) de l'indice de développement humain.

● **Objectifs du millénaire:** La Guinée affiche des performances au-dessous des moyennes continentales pour les principaux indicateurs liés à l'atteinte des Objectifs de développement du millénaire (santé, scolarité, etc.). Pire, la Banque mondiale note une tendance à l'augmentation de la pauvreté et de la malnutrition, alors qu'elle recule au niveau continental. En cause, l'insuffisance des ressources publiques allouées à l'accès à l'éducation, à la santé et aux denrées alimentaires de première nécessité.

● **Corruption:** Selon Transparency International, la Guinée était en 2006 le pays le plus corrompu d'Afrique.

(sources: Banque mondiale, PNUD et www.irinnews.org)

des avocats (six avocats font partie de cette commission) lancée pour protester contre des violences policières exercées sur l'un d'entre eux.

Un profond sentiment d'insécurité persiste aujourd'hui en Guinée. Début mai, les militaires sont sortis de leurs casernes pour protester contre des arriérés de salaire. Leurs coups de feu ont tué deux personnes et ont fait plusieurs blessés. La vie des leaders syndicaux continue à être menacée. En avril, la plantation de Rabiou Diallo, la secrétaire générale de la CNTG, a été incendiée. En juillet, le domicile d'Ibrahima Fofana, le secrétaire général de l'USTG, a été saccagé. Enfin, les discordes entre partis politiques à propos de la composition de la Commission électorale nationale indépendante ont entraîné un nouveau report des élections législatives.

(1) En octobre 2007, un euro valait environ 6.000 FG.

(2) La libération fin 2006 par le président Conté du patron des patrons Mamadou Sylla soupçonné de détournements de fonds publics avait été l'une des causes de la grève générale déclenchée en janvier.

## L'agenda chargé de l'Intercentrale

**Vitres brisées, portes et armoires défoncées, éclats de balles dans les murs, la Bourse du travail, siège de la CNTG, l'ancienne centrale unique, porte encore les stigmates de la répression de début 2007. Mais plus que jamais, c'est vers ce bâtiment que convergent quotidiennement un grand nombre de travailleurs guinéens et de visiteurs étrangers. Récit d'une journée ordinaire d'une intersyndicale sollicitée de toutes parts.**

“**R**abiou a montré qu'elle est une femme très courageuse. Tout le peuple guinéen lui fait confiance”, lance Alima Camara. La présidente de l'Association guinéenne des femmes et orphelins infectés et affectés par le VIH/sida attend depuis deux heures une rencontre avec la dirigeante charismatique de la CNTG. Dans le passé, elle a participé à des séances de sensibilisation de syndicalistes et elle aimerait convaincre celle-ci de lancer un nouveau programme de prévention. Mais l'entrevue a peu de chance de survenir aujourd'hui. Rabiou Diallo, tout comme les principaux responsables syndicaux du pays, ont un agenda surchargé.

Actuellement, ils sont tous réunis dans la salle de

conférence de la Bourse du travail avec une délégation de la Banque mondiale et du FMI. Depuis quelques mois, l'Intercentrale CNTG-USTG élargie à l'ONSLG et à l'UDTG est consultée très régulièrement par les deux institutions financières internationales. Leurs représentants se disent globalement d'accord avec les revendications syndicales qui figurent sur la feuille de route (1) et avec le contenu du Protocole d'accord tripartite signé en janvier 2007 qui doit être mis en œuvre par le gouvernement de consensus. Mais ils critiquent les subventions sur le riz “qui devront être financées en sabrant dans les dépenses et la suspension des exportations des denrées alimentaires et des produits forestiers “qui ne va pas dans la bonne direction et qui prive



**Tous les Guinéens sont prêts à adhérer à nos organisations. Ils se tournent vers nous pour tous leurs problèmes**



**Ibrahima Fofana, USTG.**



le pays de rentrées importantes.” Après quelques échanges policés, le ton monte. Louis M'Bemba Soumah de l'USTG demande aux représentants de la BM et du FMI ce qu'ils vont faire concrètement pour aider le pays à se relever “parce que dans le passé, vos interventions en Afrique se sont révélées désastreuses.” Rabiou Diallo se veut apaisante en demandant davantage de concertation “pour éviter de nouvelles réalisations malheureuses de la Banque mondiale comme ces kiosques sur les marchés censés protéger les vendeuses de la pluie et du soleil, mais qui sont mal conçus et dès lors abandonnés par les femmes qui vendent mieux en dehors.”

#### Sollicités de toutes part

Après la réunion, les responsables syndicaux se concertent et ajustent leurs rendez-vous. Une délégation officielle de l'Union européenne se déplacera demain à la Bourse du travail. Le ministre du Commerce a demandé à rencontrer les leaders syndicaux pour discuter des décisions à prendre concernant les stocks de bois bloqués au port de Conakry. Les sonneries des téléphones portables laissent présager d'autres rendez-vous urgents. Les sollicitations sont innombrables. Elles émanent de la presse, d'ambassades, d'employeurs, d'organisations de la société civile, mais aussi de simples quidams convaincus que leur salut passe nécessairement par les syndicats. Ibrahima Fofana, secrétaire général de l'USTG, convient que les attentes de la population

sont très lourdes à porter par les syndicats: “Tous les Guinéens sont prêts à adhérer à nos organisations. Ils se tournent vers nous pour tous leurs problèmes. Même des militaires et des douaniers viennent nous trouver pour nous exposer leurs doléances. La corruption est telle que chaque décision de justice a un prix. Nous, nous parvenons à faire annuler des décisions de la Cour suprême, alors c'est vrai, nous sommes fort sollicités.” Et Ibrahima Fofana de déplorer “l'incompétence des parlementaires, l'absence d'une force d'opposition digne de ce nom et la non-implication des intellectuels dans la vie politique du pays.”

#### Besoin de compétences pointues

Pour Dilé Diallo, formateur syndical et haut fonctionnaire au ministère de l'Emploi, de la Fonction publique et de la Réforme de l'administration publique, il est toutefois crucial de capitaliser sans tarder sur cette dynamique de changement que le mouvement syndical a enclenché: “Les meilleures intentions du monde ne suffisent pas. Il y a un grand besoin de professionnaliser nos organisations et de les rendre autonomes. Elles ont besoin de compétences endogènes. Il faut poursuivre la formation de formateurs syndicaux et surtout former des spécialistes en économie, en droit, en négociation, en communication, etc. Autant de spécialistes qui manquent aujourd'hui et dont l'absence se ressent dans les négociations avec les employeurs”.

(1) En mai dernier, la CSI et l'Intercentrale élargie ont organisé une conférence internationale sur les thèmes de la démocratie et du développement durable. A cette occasion, une feuille de route a été remis aux autorités.

Fondeurs (ferblantiers) dans le quartier de Matoto à Conakry, octobre 2007.



#### L'informel majoritaire

L'informel concerne entre 65 et 80% de la population et représente économiquement entre 45 et 65% du PIB.

# Plongée au cœur de Matoto l'informelle

A l'Union locale des travailleurs de la commune de Matoto, cinq travailleurs affiliés sur six sont actifs dans l'économie informelle. Une force vive qui participe pleinement au changement... et donc aux syndicats.

**M**atoto, la commune la plus peuplée de Conakry (450.000 habitants environ), déborde d'un trop plein de vie. Tous les petits métiers s'y pratiquent avec d'autant plus d'intensité que les gains sont souvent dérisoires et que les bouches à nourrir sont nombreuses. Dans une baraque en tôle ondulée, des femmes fabriquent du savon. L'huile rouge est versée dans de grands fûts et mélangée avec de la soude caustique, du colorant jaune et du parfum. La pâte obtenue est malaxée et transformée en boules rondes. La coopérative de saponification de Matoto est affiliée à la CNTG. C'est une affaire de femmes... et d'enfants. Fanta Diallo, secrétaire générale de l'Union locale des travailleurs de la commune de Matoto, l'une des 3 seules femmes qui occupent ce niveau de responsabilité à la CNTG: "La plupart de ces femmes sont très pauvres. Elles sont veuves, divorcées ou à la retraite. Les bénéficiaires? Négligeables. Mais au moins, elles ne doivent plus acheter leur savon et leur détergent. Elles peuvent aussi les distribuer à leurs proches. Pour elles, c'est une façon de se sentir utile et de retrouver un peu de dignité." Autour de leurs mains et de leurs bras, elles ont enroulé des vieilles frifes et par-dessus quelques bouts de plastique retenus par des élastiques.

De l'autre côté de l'autoroute, le bruit des fondeurs (ferblantiers) couvre celui des véhicules. Ils sont près de 900 à travailler là, dans un dédale de cours et d'ateliers. La matière première, ce sont les tôles abîmées qu'une usine proche accepte de leur vendre à prix réduit. Au moyen de ce qu'ils appellent avec indulgence des cisailles et des masses, ils fabriquent des seaux, des entonnoirs, des fourneaux... Les prospecteurs qui partent tenter leur chance à la recherche d'un filon d'or sont leurs principaux clients. La vente de leurs produits est assurée par leurs femmes. Le tranchant des tôles cause beaucoup de blessures. La moyenne d'âge est très basse.

Mamadou Dioulde Diallo a 10 ans. Il vient de la ville de Labé dans le Fouta-Djalon. Ses parents l'ont confié à un maître qui travaille ici. C'était il y a 3 ans. L'enfant ne reçoit pas d'argent, mais il est "nourri et pris en charge". En réalité,

Mamadou dort sur place, comme d'autres enfants abandonnés ou mis à disposition. Le jour, ils travaillent et le soir, ils gardent les ateliers et la marchandise. Bien sûr, cela n'empêche pas les raids de voleurs souvent à peine plus âgés qu'eux qui les dépouillent et les battent. Eradiquer le travail des enfants et assurer l'éducation pour tous, c'est l'objectif universel du mouvement syndical. Un objectif encore très loin des réalités guinéennes, où "il y a tellement d'enfants qui traînent dans les rues", se désole Sara Diouma Diallo, secrétaire général de l'Union des fondeurs de Matoto qui comme beaucoup ici pensent "qu'au moins dans les ateliers, ils apprennent un métier".

Fabricants de savon, fondeurs, cordonniers, bouchers, menuisiers, etc. Toutes ces occupations liées à l'informel forment le gros des troupes de Fanta Diallo: "sur 6.000 adhérents, moins d'un millier est actif dans le secteur formel! Je suis sans arrêt appelée par des travailleurs informels pour un problème à régler avec des propriétaires, des riverains, la mairie, un service de taxation... Maintenant, c'est la coopérative de l'abattoir qui m'appelle parce que le Premier ministre veut le fermer. Sa résidence n'est pas très loin. Mais où iront-ils s'ils doivent partir?"

## "Beaucoup de coopératives sont affiliées aux syndicats"

Ces dernières années, un grand nombre de coopératives se sont affiliées aux centrales syndicales, surtout à la CNTG. Et le mouvement se poursuit. Madeleine Tounkara, responsable du secteur informel à la CNTG: "L'an dernier, les travailleurs de l'informel ont été les premières victimes de la hausse incontrôlée des prix et de la baisse du pouvoir d'achat. Ces hommes et ces femmes vivent au jour le jour. Quand la maladie survient, c'est un drame pour eux et pour leurs familles. Le point positif, c'est qu'ils sont souvent organisés en coopératives, tant dans les villes que dans les campagnes. Nous essayons de monter des mutuelles de santé. Nous les aidons du mieux que nous pouvons. Ils le perçoivent et nous rejoignent. L'Etat ne fait strictement rien pour ces coopératives. Il leur prend un peu d'argent sous forme de taxes et les laisse travailler".

**"Le syndicat est mieux armé pour défendre nos intérêts", Mariama (Union des teinturières de Moyenne-Guinée)**

"Quand il y a eu cet appel à la grève générale, nous n'avons pas hésité un seul instant. Pourtant, c'était une première. Jusque-là, nous pensions que la grève, cela ne concernait que les fonctionnaires, les enseignants et les transporteurs. Mais il y avait un tel ras-le-bol face à la pauvreté, à la corruption. Ici aussi, loin de la capitale, c'était perceptible dans la population. C'est la grève, cette solidarité entre tous ceux qui souffrent, qui nous a ouvert les yeux. Rendez-vous compte: même notre imam nous a encouragées à poursuivre la grève, tant la population est accablée par la pauvreté.

Ensuite, la CNTG au travers de ses structures locales nous a invitées à des réunions de sensibilisation. Le syndicat nous a contactées alors que nous étions déjà bien organisées, nous sommes par exemple déjà représentées à la chambre de commerce locale. Mais cela ne suffit pas. Nous en sommes bien conscientes maintenant, tant au niveau local que national, le syndicat est mieux armé pour défendre nos intérêts."

**C'est la grève, cette solidarité entre tous ceux qui souffrent, qui nous a ouvert les yeux.**

# Rabiatou, Taïbou, Mariama et toutes les autres... la force opiniâtre des femmes dans les syndicats

**Outre qu'il transcende les différences ethniques, le mouvement syndical guinéen a une autre particularité qui est à la base de sa popularité : il doit beaucoup aux femmes qui y sont bien mieux représentées que dans le reste de la société guinéenne.**

La CNTG, la première centrale du pays est dirigée par une femme, Rabiatou Diallo. L'ONSLG compte un grand nombre de femmes dans son bureau exécutif. L'USTG aussi avec notamment deux femmes secrétaires générales adjointes. Les femmes guinéennes ont, il est vrai beaucoup de revendications à faire entendre et les syndicats comptent indéniablement parmi les structures les plus appropriées dans la Guinée actuelle pour défendre leurs droits si souvent bafoués. Mais ces femmes ont dû faire preuve d'opiniâtreté pour en arriver là. Comme en témoigne Taïbou Diallo, secrétaire générale adjointe de l'USTG (1): "Lorsque j'ai commencé à militer, nous n'étions que des faire-valoir dans les syndicats, juste bonnes pour des fonctions subalternes. La création de départements "genre" a été une première étape. Aujourd'hui, nous sommes 11 femmes sur 21 sièges au bureau exécutif!"

Lors des premières campagnes de recrutement de l'USTG, Taïbou avait remarqué que les femmes avaient peur de s'affilier. En marge de la commission technique des femmes travailleuses de l'USTG, Taïbou décida dès lors de créer en 1997 l'Association pour la défense des droits des enfants et des femmes (ADDEF), pour sensibiliser la population à ces deux questions si étroitement liées.

La Guinée a ratifié un grand nombre de conventions et d'instruments juridiques internationaux qui portent sur la protection des femmes et des enfants, mais, dans la pratique, elles sont rarement appliquées. Résolus à lutter contre cet immobilisme, les militantes d'ADDEF ont cherché à informer les femmes sur leurs droits légaux en formant des

auxiliaires juristes dans les principales langues du pays chargées ensuite de se déployer dans toutes les régions. Grâce à cette initiative relayée ensuite par d'autres ONG, un grand nombre de femmes ont été sensibilisées, des pratiques abusives ont changé dans les communautés touchées et des décisions de justice plus équitables ont été enregistrées. Mais la législation guinéenne reste incomplète. C'est pourquoi par exemple l'ADDEF exerce un lobbying acharné pour la ratification de la convention n°183 de l'OIT sur la protection de la maternité.

## L'éducation au centre de la promotion des droits des femmes

D'autres membres de l'USTG se sont intéressés à l'approche "genre". On les retrouve en force au sein du Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée (SLECG). L'éducation est, bien entendu, au centre des préoccupations quand il s'agit de promouvoir les droits des femmes. Les filles y ont un accès limité (voir page 12) et cela se répercute sur la parité homme-femme dans le personnel enseignant du primaire (30% de femmes) et plus encore du secondaire (4% de femmes). Malgré ou plutôt à cause de cela, le SLECG a initié ces dernières années deux activités très intéressantes avec l'aide de la coopération canadienne. Le premier programme était destiné à combattre les stéréotypes discriminatoires et les préjugés socioculturels néfastes aux filles et aux femmes. Pour transmettre ces messages (aux enfants, aux parents, mais aussi aux enseignants eux-mêmes), divers moyens ont été utilisés : des dossiers pédagogiques, des bandes dessinées, des affiches ainsi qu'une pièce de théâtre. Un second programme portait sur la prévention des violences faites aux filles en milieu scolaire (2).

Car les principaux obstacles tiennent dans la persistance des préjugés sociaux-culturels, des croyances religieuses et de traditions rétrogrades. Aujourd'hui encore, le droit coutumier prédomine bien souvent face au droit civil. "Ce qui me fait le plus mal, explique Taïbou, ce sont les mariages précoces. Quel fléau! La loi fixe à 18 ans pour les hommes et à 17 ans pour les femmes l'âge requis pour le mariage, mais ce n'est absolument pas respecté. Beaucoup de jeunes filles sont données en mariage à 12 ou 13 ans. Les syndicats et les organisations de la société civile dénoncent cela. Mais les familles trichent sur les déclarations et présentent de faux actes de naissance. Ou bien elles se contentent d'un mariage religieux ou traditionnel."

L'excision, le mariage forcé, le lévirat sont d'autres violations du droit civil largement répandues. Tout comme la polygamie qui est la pratique la plus courante en matière d'union dans toute la Guinée, y compris, confirme Taïbou, "... parmi les responsables syndicaux."

(1) Mariama Penda B. Diallo occupe également le poste de secrétaire générale adjointe de l'USTG.

(2) Le SLECG et l'ADDEF sont membres de la Coalition nationale de Guinée pour les droits et la citoyenneté des femmes (CONAG-DCF).



**Combattre la persistance des préjugés sociaux-culturels, des croyances religieuses et de traditions rétrogrades néfastes aux femmes**



Rabiatou Diallo, SG de la CNTG en visite à l'intérieur du pays en octobre 2007.



# Mines: un trésor à décadenasser

Codes miniers inéquitables, conditions de travail déplorables, le secteur minier guinéen n'a pas bonne réputation. Depuis quelques mois, des progrès sensibles sont toutefois enregistrés grâce notamment à l'action des syndicats.



Terminal portuaire pour l'exportation de bauxite, Conakry, octobre 2007.

**D**eux tiers des réserves mondiales de bauxite, d'énormes quantités de minerai de fer à très haute teneur, des gisements de diamant d'où sont sortis quelques-unes des plus grosses pierres au monde, de l'or, du nickel et aussi, depuis peu, de l'uranium et du pétrole, le sous-sol de la Guinée regorge de richesses peu et surtout très mal exploitées. En 2005, le secteur minier a contribué à 80% des recettes extérieures du pays, mais il n'a procuré que 130 millions de dollars US au Trésor public. Un chiffre dérisoire qui justifie que la Guinée, à l'instar de quelques autres pays très pauvres mais au riche potentiel minier important soit qualifiée de "scandale géologique".

La mauvaise gouvernance est directement en cause, à travers surtout un cadre légal déficient. D'importantes exemptions fiscales et douanières sont octroyées aux entreprises minières étrangères et ces dernières ont la faculté de conclure toutes sortes d'arrangements spéciaux avec l'Etat guinéen qui figurent dans des annexes "protected by business secrecy". En 2005 et 2006, des contrats portant sur des mégaprojets ont encore été conclus sur ces bases opaques, en violation des principes de "l'Initiative sur la transparence des industries extractives", une coalition internationale regroupant des gouvernements, des industriels et des organisations de la société civile.

"La population et les travailleurs guinéens n'ont jusqu'ici reçu que les miettes. Mais le contexte a changé depuis les événements de début 2007. L'Intercentrale est à présent étroitement associée aux travaux du Comité interministériel

de renégociation des conventions et accords miniers et l'on commence à obtenir des résultats", explique Mamadouba Soumah, secrétaire général de la Fédération syndicale professionnelle des mines, carrières, industries chimiques et assimilées (FSPMCICA, affiliée à la CNTG). Récemment, des malversations des compagnies Hyperdynamics (hydrocarbures) et Aredor (diamant) ont été découvertes. La compagnie américaine qui s'apprêtait à exploiter à très bon compte le pétrole guinéen off-shore devra revoir sa copie de fond en comble, quant à Aredor, ses exportations ont été gelées en raison des irrégularités financières commises ces dernières années. "Toutes les compagnies qui sont actives dans le secteur doivent s'attendre à de profonds changements" ajoute Mamadouba Soumah. "Avec Rusal par exemple, tout est à refaire."

## Salaires augmentés de 50%: des premières victoires encourageantes

Ce groupe russe présent sur plusieurs sites en Guinée est dans le collimateur du syndicat minier depuis des années, en raison d'une convention qui lui est outrageusement favorable, mais aussi parce que le premier employeur étranger du pays n'a pas la réputation de ménager ses travailleurs et encore moins les syndicats dont plusieurs militants ayant été licenciés ces dernières années. Et pourtant, même dans le groupe Rusal, la situation s'est considérablement améliorée ces derniers mois comme le confirme Kalil Dombouya, responsable du syndicat au port

...  
 minier de Conakry: "Plusieurs de nos revendications ont été satisfaites en juin dernier. Les salaires ont été augmentés de 50%, l'ancienneté est mieux prise en compte, les négociations sont devenues plus franches depuis le changement politique. Mais la convention collective est loin d'être respectée." Sur les autres sites, à Debele notamment, les responsables syndicaux ont enregistré les mêmes progrès. Mais ils restent prudents et savent que beaucoup reste à faire concernant les logements des travailleurs, les soins médicaux, le recours important à la sous-traitance, etc. Ils déplorent aussi l'absence de Guinéens dans le management (un seul directeur guinéen au terminal minier du port de Conakry).

En outre, les dégâts causés à l'environnement par RUSAL et les autres groupes miniers sont innombrables comme l'affirme Mamadouba Soumah: "Les populations riveraines souffrent de la pollution. Les villages et les champs sont recouverts d'une poussière rougeâtre. Les eaux chargées de silice ruissellent dans les bas-fonds, gâtant le riz qui y est cultivé. Et les plaintes des villageois ne sont jamais entendues. Ils ne reçoivent aucune indemnisation." Des cas de pollution accidentelle surviennent régulièrement. En septembre, un train minier a déraillé, déversant de grandes quantités de produits toxiques dans la nature. En octobre, une coulée de soude provenant d'une usine à Fria (Basse-Guinée) et se jetant dans une rivière a blessé une quinzaine de riverains.

Plus puissants que n'importe quel organe de presse indépendant local, les départements de communication des groupes miniers essaient leur propagande sur l'importance de leurs réalisations sociales. Mais même la Banque mondiale relativise cet apport, estimé à 20 millions de dollars US depuis 1987, estimant que "Le secteur aurait pu davantage contribuer au développement communautaire et à l'amélioration du cadre de vie d'un nombre plus important de Guinéens. Bref, le secteur aurait pu être un moteur de croissance et de réduction de la pauvreté." Comme l'explique un Guinéen, "La population n'est pas dupe. Elle sait que les inaugurations d'écoles

construites par les compagnies minières qu'on montre à la télévision ne sont pas suivies d'effet, qu'il n'y a pas d'enseignants et que, tôt ou tard, ces classes serviront d'abri pour les chèvres."

Pour devenir une locomotive du développement du pays, le secteur devrait aussi investir dans la transformation des minerais sur place. La bauxite, de loin la principale source de revenus pour le pays, est exportée brute dans sa presque totalité. La seule unité de production d'alumine (le produit dérivé de la bauxite servant à la production de l'aluminium) est de faible capacité. Le nouveau gouvernement est bien décidé à inverser cette tendance en n'accordant plus de permis d'exploitation pour la seule extraction de la bauxite, mais seulement si des investissements sont faits en matière de raffinage. "À dire vrai, confiait un cadre syndical, les compagnies minières sont un peu trop vite montrées du doigt. La mauvaise gouvernance, le climat des affaires et l'insécurité ont aussi un impact ravageur sur le secteur. Pourquoi ces compagnies auraient-elles investi à long terme sans plus de garanties? Et pourquoi Rusal n'accepterait-il pas de s'asseoir autour de la table avec le gouvernement et les syndicats? Après tout, une convention minière, ça lie les deux parties."

Tout porte à croire que la volonté du pays de se réapproprier ses ressources n'est en rien contradictoire avec l'ambition de développer ce secteur industriel (1). Plus que jamais, des groupes étrangers se bousculent pour obtenir des permis d'exploration et d'exploitation. Des investissements colossaux sont programmés dans les prochaines années. Le nombre actuel de travailleurs employés (guère plus de 10.000) par les compagnies minières pourrait alors rapidement doubler ou tripler, sans compter les nombreux emplois induits.

(1) Comme le déclare Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001 et ancien chef économiste de la BM, "l'Etat bolivien vient de renégocier ses contrats pétroliers avec les compagnies productrices. Auparavant, le pays ne recevait en retour que 18% des revenus. Après cette renégociation, il en reçoit 82%. Et pourtant, les groupes pétroliers sont restés." (Le Soir, 16 octobre 2007).

Terminal portuaire pour l'exportation de bauxite, Conakry, octobre 2007.



“  
 La population et les travailleurs guinéens n'ont jamais reçu que des miettes... mais ces derniers mois, on progresse.

”  
 Mamadouba Soumah, FSPMCICA.



# Les forçats de la route

Confrontés aux pires difficultés, les chauffeurs et les transporteurs de Nzérékoré, dans la région enclavée de Guinée forestière, se serrent les coudes.



Le mauvais état des routes, en particulier durant la saison des pluies cause d'énormes préjudices à la population et à l'économie guinéenne, octobre 2007.

À mille kilomètres de Conakry, la gare routière de Nzérékoré a fière allure. Le syndicat des transporteurs routiers et celui des chauffeurs prennent soin de leurs clients. Ici, les taxis-brousse ne se disputent pas les gens en partance, de vrais guichets ont été aménagés et il y a des bancs pour s'asseoir en attendant que le véhicule ait atteint son quota de passagers. Comme s'il fallait fournir aux clients une compensation pour les souffrances et les incertitudes de la route. À quelques mètres des bureaux des deux syndicats, une grande salle a été aménagée pour les réunions importantes. "Lors du déclenchement de la grève générale début 2007, on y était à l'étroit, se rappelle Sékou Souare, président de l'Union des transporteurs routiers. C'est là qu'a eu lieu la mobilisation. Chauffeurs, transporteurs, on a tous adhéré à 200%. Ensemble, on a vidé la gare routière de toute activité".

Pour le reste, dans le chef-lieu de la Guinée forestière comme dans l'ensemble du pays, les syndicats de la route ont joué un rôle essentiel dans la réussite de la grève générale de début 2007. En quelques heures, ils sont parvenus à paralyser les villes et la capitale. Plus d'approvisionnement, des rues quasi désertes et des milliers de travailleurs prêts à défilier au premier mot d'ordre. Car plus que tous, les transporteurs sont directement confrontés depuis des années à tous les fléaux qui frappent la Guinée: l'insécurité liée aux barrages des "coupeurs de route" qui

attaquent les voyageurs et des "forces de l'ordre" qui les rançonnent, la corruption généralisée qui "gâte" les routes parce qu'une partie du gravier ou du ciment requis dans le cahier des charges a été détournée, ainsi que l'effondrement du pouvoir d'achat.

Depuis que le gouvernement de consensus est entré en fonction, la situation s'est sensiblement améliorée sur tous ces points, mais l'éloignement de la capitale continue à handicaper la population locale. Suite au protocole d'accord signé avec les syndicats en janvier 2007, le prix du carburant a été fixé à 4.300 FG (un peu moins d'un euro) le litre, mais l'approvisionnement n'est pas garanti dans cette région et quand les camions-citernes sont bloqués sur la route, le prix au litre peut monter jusqu'à 10.000 FG. Cet isolement a aussi un impact sur le prix du riz qui a été ramené à 80.000 FG le sac de 50 kg à Conakry seulement, car à l'intérieur du pays, le coût du transport implique des majorations substantielles.

## Pallier les carences des pouvoirs publics

Dans cette région où la saison des pluies dure très longtemps, les forçats de la route jouent une nouvelle partie de poker à chaque départ. Voitures, minibus ou camions sont dans un état aussi lamentable que les routes. "Comme les banques ne nous font pas confiance, nous sommes obligés

•••

d'acheter des véhicules usagés importés d'Europe ou d'ailleurs", déplore Sékou Souare. Les nombreuses épaves au bord des routes témoignent des risques pris pour rejoindre coûte que coûte la ville voisine ou une destination plus lointaine. Les immobilisations dues à des pannes ou à des passages trop difficiles sont innombrables. Quand cela survient, les chauffeurs, les passagers et les cargaisons peuvent rester bloqués au même endroit pendant plusieurs heures voire plusieurs jours, dans l'attente d'une aide, d'une pièce de rechange ou d'un bulldozer.

"Nous en avons loué un pour la route de Beyla, il a réaménagé tous les points noirs, où même les 4x4 calaient. Nous pallions les carences des pouvoirs publics. Les 682 transporteurs de Nzérékoré, tous membres du syndicat, se serrent les coudes. Nous avons une caisse commune dans laquelle on puise lors des coups durs: les grosses pannes, les accidents... Si l'un des nôtres est immobilisé au Libéria sans plus aucune ressource, on lui envoie une assistance", explique Sékou Souare. Concernant le transport de marchandises, le syndicat centralise les commandes et utilise une clé de répartition jugée équitable par tous les membres.

#### Solidarité et sensibilisation contre le VIH-Sida.

La solidarité joue aussi à plein avec les simples chauffeurs. La distinction n'est d'ailleurs pas évidente entre les deux syndicats. Maurice Mensare, trésorier du syndicat des chauffeurs qui compte plus de 1.000 adhérents: "Les transporteurs ont tous commencé derrière un volant, comme nous. Certains roulent encore d'ailleurs. Quant à nous, nous espérons aussi un jour devenir patron. C'est pourquoi nos relations sont aussi bonnes. Il n'y a pas encore de contrat de travail, mais des règles tacites existent et sont respectées en

général par les deux parties. Pas question par exemple pour un transporteur de renvoyer arbitrairement l'un des nôtres. Nous avons aussi une caisse sociale pour aider les chauffeurs quand ils tombent malades". Les réunions syndicales sont nombreuses. Chaque vendredi, le syndicat des chauffeurs rassemble les membres disponibles pour des séances d'information sur toutes sortes de thématiques comme la santé, les maladies sexuellement transmissibles, etc. "C'est une profession à risques, confirme Maurice Mensare. Les chauffeurs sont souvent absents plusieurs jours. Les tentations sont grandes. Avec les grandes vagues de réfugiés fuyant la guerre civile dans les pays voisins, c'est d'ailleurs toute la région qui était à risque. Aujourd'hui, le pic de l'épidémie semble passé, mais nous restons vigilants. Plusieurs d'entre nous ont reçu une formation du Comité national de lutte contre le VIH/sida. Nous sommes des éducateurs par les pairs."

Bonne nouvelle pour tous, un gros volet de l'aide de l'Union européenne qui a été réactivée au cours de ces derniers mois, porte sur la réhabilitation d'un axe routier régional aussi important qu'en mauvais état. Mais ce n'est qu'un petit pas vers le désenclavement complet de la Guinée forestière et de toutes les régions difficilement accessibles. Aujourd'hui, les quelques centaines de kilomètres de rail qui existent dans le pays ne servent qu'à transporter la bauxite vers les ports miniers. Pareillement, le projet de train transguinéen (1) ne prévoit pas le transport des passagers et les seuls avions qui atterrissent sur les aérodromes locaux sont affrétés par des compagnies minières ou par le Programme alimentaire mondial.

(1) Une liaison ferroviaire entre un terminal portuaire et les Monts Nimba à l'est de Nzérékoré où devrait commencer dans quelques années l'extraction de minerai de fer.

Gare routière de Nzérékoré en Guinée forestière, octobre 2007.



Les syndicats de la route ont joué un rôle essentiel dans la réussite de la grève générale de 2007



# Les petites ombres

73% des enfants guinéens travaillent. Trop souvent dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans les mines. Difficile pour les syndicats de sensibiliser contre un fléau si partie prenante de l'informalisation de l'économie.



Jeunes vendeurs déscolarisés à la gare routière de Mamou, Guinée, octobre 2007.

Ils se fondent dans le paysage guinéen, du bout de la presque île de Conakry au fond de la Guinée forestière. Ils et elles font tous les métiers, sauf ceux qui rapportent des salaires fixes et qui relèvent du travail décent. "Ils et elles", ce sont les enfants qui travaillent. Qui les remarque encore? Pour la plupart des familles guinéennes, il est normal que les enfants contribuent à la survie au jour le jour. Dans les villes, beaucoup de ménages un peu mieux nantis ont "oublié" qu'ils avaient promis de "bien s'occuper" de leurs jeunes domestiques aux parents de ceux-ci.

L'Etat? Un projet de loi portant sur un Code de l'enfant vient d'être transmis à l'Assemblée nationale. Mais la direction de l'enfance du ministère des Affaires sociales est une coquille vide. Restent quelques ONG qui tentent de pallier les carences de l'Etat au sujet des "EJT", c'est-à-dire "enfants jeunes travailleurs", une abréviation qui en dit long sur la banalisation de ce fléau. En ce début octobre, tous les enfants sont dans la rue. La rentrée des classes a été une nouvelle fois postposée de plusieurs semaines et il est logique qu'entre deux parties de football, beaucoup d'enfants aident leurs parents ou s'occupent à des activités qui leur permettent de ramener quelques billets à la maison. "C'est bientôt la fin du Ramadan, la préparation des repas coûte cher et les fournitures scolaires sont hors de prix", explique ce fonctionnaire de la direction nationale de l'Inspection du travail à Conakry, comme pour justifier le fait qu'un enfant soit en train de lui cirer les chaussures.

L'école? "Des progrès ont été enregistrés, note Bamba Camara, secrétaire général du Syndicat libre des enseignants et des chercheurs de Guinée (SLECG). Le taux de scolarisation pour l'enseignement primaire est passé de 30% à 80%. Pour l'enseignement secondaire, c'est beaucoup moins brillant: 30% des enfants y ont accès, et très peu de filles (1). Et puis, les conditions sont exécrables tant pour les enseignants que pour les élèves. Dans l'enseignement public, les classes de 150 et plus sont fréquentes." En 2006, la montée de l'inflation et la dégradation du pouvoir d'achat auraient entraîné une baisse sensible de la fréquentation scolaire (2) dans la capitale Conakry. Ensuite, il y a eu les événements dramatiques de janvier et février 2007, avant qu'une lente normalisation politique ne ramène une partie des enfants à l'école.

## Quelques sacs de riz contre le travail d'un enfant

Qu'ils fréquentent l'école, un peu ou pas du tout, 73% des enfants travaillent, selon les chiffres du BIT. Pour Jean-Louis Maomy, responsable de l'Association guinéenne de recherche-action et d'alphabétisation (AGRAAD), le phénomène du travail des enfants est clairement lié à la tradition africaine, les enfants étant perçus comme des opérateurs économiques pour aider les parents. "Les enfants confiés à des connaissances de la ville pour pouvoir aller à l'école ou apprendre un métier en échange de quelques tâches domestiques, les petits vendeurs dans les villes, les



**L'apprentissage et la solidarité à l'africaine ne fonctionnent plus comme avant**



**Jean-Louis Maomy, de l'Association de recherche-action et d'alphabétisation AGRAAD.**

Editeur responsable:  
Guy Ryder, Secrétaire général

CSI

5 Bd du Roi Albert II, Bte 1, 1210-Bruxelles, Belgique  
Tel: +32 2 2240211, Fax: +32 2 2015815  
E-Mail: [press@ituc-csi.org](mailto:press@ituc-csi.org) • Site Web: <http://www.ituc-csi.org>

Reportage, rédaction: Jacky Delorme  
Photos: Jacky Delorme  
Rédactrice en chef: Natacha David  
Mise en page: Vicente Cepedal



**A l'école, les conditions sont exécrables tant pour les enseignants que pour les élèves**



**Bamba Camara, secrétaire général du Syndicat des enseignants SLECG.**



enfants qui aident leurs parents dans les champs et les plantations, cela a toujours existé. Mais l'apprentissage et la solidarité à l'africaine ne fonctionnent plus comme avant. La misère dans laquelle se débattent beaucoup de familles est en cause. Dans les villages, il y a par exemple un pic dans l'utilisation des enfants pendant les périodes dites de "soudure", quand les réserves de riz sont épuisées et que le riz qui a été semé n'est pas encore à maturité. Beaucoup de parents retirent alors leurs enfants de l'école pour entretenir et surveiller les rizières. Les plus pauvres vont jusqu'à "troquer" les prestations de leurs enfants dans les rizières d'un voisin contre la promesse de quelques sacs."

Pour Alpha M. Diallo, directeur de Sabou-Guinée, il est essentiel de se focaliser sur les pires formes du travail des enfants: "Il y a les grands principes et la réalité du terrain. Les conditions de développement nous imposent des choix. Franchement, pour moi aujourd'hui, le fait de placer un enfant de 12 ans chez un patron à un poste de travail pas trop pénible, je ne considère pas ça comme un échec. Le risque est trop grand de le voir basculer dans la délinquance qui survient aussi quand il n'y a plus de perspectives. Et c'est souvent le cas aujourd'hui." "Sabou" se traduit par espoir, cause ou relais dans plusieurs langues du pays. Et de l'espoir il faut sans doute beaucoup à Alpha M. Diallo et à la vingtaine de travailleurs sociaux pour garder confiance jour après jour, malgré l'ampleur de la tâche et les budgets étriqués. Disposant de plusieurs antennes dans le pays et d'un centre d'accueil provisoire, Sabou-Guinée s'occupe notamment des enfants des rues et fait de la médiation pour les jeunes délinquants. Ses travailleurs sociaux sillonnent le pays, les quartiers difficiles des grandes villes et les postes de police. Son expertise est unanimement reconnue par l'Administration, les syndicats et les partenaires internationaux. Mais l'ONG souffre malgré tout de la mauvaise réputation de la majorité des ONG du pays. "C'est clair que c'est un vrai business et que beaucoup d'entre elles sont corrompues ou incompetentes. La plupart des anciens ministres et des anciens directeurs généraux ont d'ailleurs leurs propres ONG qu'ils font tourner grâce à leurs carnets d'adresses. Mais les grandes ONG internationales courent aussi après les financements et se livrent une compétition féroce, quitte ensuite, quand ils ont remporté le "marché", à travailler avec des ONG locales qui n'ont aucune crédibilité. C'est souvent n'importe quoi. Ces grandes ONG n'ont qu'à faire le tri. Pour ma part, j'en ai marre de m'entendre dire par des "experts" blancs qu'on va me former "sur le renforcement de mes capacités", surtout si l'expert en question a clairement moins de qualification et moins d'expérience que moi".

#### Difficulté pour les syndicats de sensibiliser la base

Et les syndicats? Après avoir lutté pour la ratification des principales conventions internationales, ils sont conscients que la mise en application même partielle de ces instruments juridiques n'a jamais vraiment constitué une priorité pour les précédents gouvernements. S'ils sont associés à beaucoup de réunions et de projets sur cette question, ils éprouvent aussi bien des difficultés à diffuser les informations et les ressources jusqu'aux organisations de base. A Matoto, à 20 minutes à peine des sièges centraux de la CNTG et de l'USTG, les responsables des coopératives

de l'économie informelle ne savent pas toujours quoi répondre quand on leur demande leur nombre de membres, tant la main-d'œuvre enfantine est abondamment utilisée dans ces structures affiliées aux syndicats.

L'informalisation de pans entiers de l'économie nationale a aussi entraîné un recours massif aux enfants pour des activités extrêmement pénibles et dangereuses comme dans le secteur des mines et des carrières. A Maneah en Basse-Guinée, sur la route entre Conakry et Kindia, un panneau publicitaire vante "les graviers de qualité de la société Somiag pour construire la Guinée de demain". "Mais, explique Mamadouba Soumah, secrétaire général de la Fédération syndicale professionnelle des mines, carrières, industries chimiques et assimilées (FSPMCICA, affiliée à la CNTG), c'est une entreprise à la dérive, extrêmement mal gérée et qui a abandonné plusieurs sites. Alors, des pauvres des villages voisins ont commencé à exploiter à leur compte ces carrières en s'aidant de leurs enfants." Ce samedi soir-là, on pensait trouver le site désert, d'autant que la fin du ramadan était proche, et pourtant une dizaine d'enfants sous la supervision d'un adulte étaient encore occupés à concasser le granit. Le plus jeune avait 8 ans. Il travaillait depuis l'aube et n'avait encore rien mangé de la journée. "La prochaine fois, nous irons à Siguiri, conclut Soumah, là-bas, ce sont des milliers de femmes et d'enfants qui travaillent dans les mines d'or."

(1) La prise en compte du genre révèle une grande disparité: 87% de garçons fréquentent l'enseignement primaire pour 71% de filles; 34% de garçons et 17% de filles le secondaire.  
(2) <http://www.irinnews.org/PrintReport.aspx?ReportId=61512>

Enfant à la carrière de granit de Manéah, Guinée, octobre 2007.

